



**SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 82 792 267,50 EUROS
SIEGE SOCIAL 39 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH - 75017 PARIS
RCS PARIS B 383 699 048**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL Période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019
--

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2019**

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

- 1.1 Commentaires sur les résultats
- 1.2 Transactions entre parties liées
- 1.3 Principaux risques et incertitudes

2. COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2019

- 2.1 Etat du résultat global
- 2.2 Bilan consolidé - Actif
- 2.3 Bilan consolidé - Passif
- 2.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés
- 2.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés et de flux de financement
- 2.6 Evènements importants du premier semestre
- 2.7 Principes comptables et méthodes d'évaluation
- 2.8 Evolution du périmètre de consolidation
- 2.9 Secteurs opérationnels
- 2.10 Comptes de résultat et bilans consolidés opérationnels
- 2.11 Notes sur les principaux postes du compte de résultat
- 2.12 Notes sur les principaux postes du bilan
- 2.13 Informations relatives aux parties liées
- 2.14 Litiges, facteurs de risques et incertitudes
- 2.15 Evènements postérieurs à la clôture

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Ramsay Générale de Santé, relatifs à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.7.1.2. « Nouvelles normes et interprétations » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts liés à la nouvelle norme IFRS 16 d'application obligatoire pour les exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2019.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La-Défense, 24 février 2020

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Jean-Marie Le Guiner

Stéphane Lemanissier

Pierre Jouanne

May Kassis-Morin

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS

CHIFFRES CLES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2019

(en millions d'euros)	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	Variation 2019/2020	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Chiffre d'affaires	1 340.1	+44.4%	1 934.5
Excédent Brut d'Exploitation	123.1	+121.7%	272.9
Résultat Opérationnel Courant	48.9	+92.4%	94.1
En % du Chiffre d'affaires	3.6%	N/A	4.9%
Autres produits et charges	(14.0)	(65.0%)	(4.9)
Résultat Opérationnel	34.9	+155.6%	89.2
Résultat net part du Groupe	0.0	N/A	0.0
Bénéfice net par action (en euro)	0.00	N/A	0.0
Flux de trésorerie net généré par l'activité	79.9	+117.6%	173.9
Investissements industriels (hors capitalisation locations financières)....	(86.3)	+15.8%	(99.9)
			Rappel 30 juin 2019
Endettement financier net	2 252.5	+63.5%	3 682.1
			1 641.7

Les événements importants du premier semestre sont décrits dans l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 1 934,5 millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019, contre 1 340,1 millions d'euros du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018. Il augmente de 44,4% du fait principalement de l'acquisition du Groupe Capio.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires augmente de 3,0%.

RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant publié s'établit à 94,1 millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2019 et le 31 décembre 2019 (soit 4,9% du CA) en hausse de 92,4% par rapport aux 48,9 millions d'euros du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018.

AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

Le montant des autres produits et charges non courants représente une charge nette de (4,9) millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019 composée principalement des coûts liés aux regroupements et restructurations pour (6,2) millions d'euros. Pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018, le montant des autres produits et charges non courants représentait une charge nette de (14,0) millions d'euros composée principalement des coûts liés aux regroupements et restructurations pour (18,7) millions d'euros.

COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (30,1) millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019, contre (27,6) millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018. Il est principalement composé des intérêts relatifs à la dette Senior (Tranches B1A, B1B, B2, B3A et B3B) pour (24,4) millions d'euros et des intérêts nets sur swaps pour (2,5) millions d'euros. Le montant de la dette nette de fin de période s'élève à 3 682,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 2 252,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 1 641,7 au 30 juin 2019.

IMPOTS SUR LES RESULTATS

Le montant de l'impôt au 31 décembre 2019, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), est une charge de 11,8 millions d'euros. Le taux effectif d'impôt sur le résultat net avant impôts, en tenant compte de la déductibilité de la CVAE, ressort à - 94,95% sur la période.

Conformément aux dispositions d'IAS12, la composante CVAE qualifiée d'impôt répond à la définition d'un impôt sur le résultat. L'impact sur les comptes entre le 1^{er} juillet 2019 et le 31 décembre 2019 s'est traduit par un reclassement de 13,7 millions d'euros du poste « Impôts et taxes » au poste « Impôt sur les résultats ».

En application de la loi de Finances pour 2018, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été remplacé par un allègement des charges patronales à compter du 1^{er} janvier 2019.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES ET FLUX DE FINANCEMENT

Le Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité s'améliore de (9.7) millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019.

Pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019, les investissements industriels décaissés s'élèvent à 99.9 millions d'euros.

Le montant des investissements financiers décaissés net de trésorerie s'élève à (14,4) millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019.

ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le montant de la dette nette de fin de période s'élève à 3 682,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 2 252,5 millions d'euros au 31 décembre 2018.

1.2 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Au premier semestre de l'exercice clos au 30 juin 2020, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 30 juin 2019 (voir note 6.13 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2019).

1.3 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

A la connaissance de la société et du Groupe, aucun nouveau facteur de risque ou nouveau litige pris individuellement ou dans leur globalité pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société et du Groupe n'a été recensé depuis la publication du document d'enregistrement universel de Ramsay Santé le 31 octobre 2019.

2. COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2019

2.1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE			
(en millions d'euros)	Note	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
CHIFFRE D'AFFAIRES		1 340.1	1 934.5
Frais de personnel et participation des salariés		(629.9)	(969.5)
Achats consommés		(256.6)	(368.2)
Autres charges et produits opérationnels		(171.7)	(225.0)
Impôts et taxes		(50.7)	(55.0)
Loyers		(108.1)	(43.9)
Excédent brut d'exploitation		123.1	272.9
Amortissements		(74.2)	(178.8)
Résultat opérationnel courant		48.9	94.1
Coûts des restructurations		(18.7)	(6.2)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier		4.7	1.3
Pertes de valeur des goodwill		--	--
Autres produits & charges non courants	2.11.1	(14.0)	(4.9)
Résultat opérationnel		34.9	89.2
Coût de l'endettement brut	2.11.2	(27.9)	(30.5)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2.11.2	0.3	0.4
Coût de l'endettement financier net	2.11.2	(27.6)	(30.1)
Intérêts financiers liés à la dette de location		--	(35.7)
Autres produits financiers	2.11.3	1.4	3.0
Autres charges financières	2.11.3	(2.4)	(3.6)
Autres produits & charges financiers	2.11.3	(1.0)	(0.6)
Impôt sur les résultats	2.11.4	(5.3)	(21.6)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		--	--
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1.0	1.2
<i>Produits et charges enregistrés directement en capitaux propres</i>			
- Ecart actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière		(3.6)	(13.9)
- Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture		--	2.2
- Ecart de conversion		6.2	(6.2)
- Effets d'impôt des produits et charges		--	2.8
Résultats enregistrés directement en capitaux propres	2.4	2.6	(15.1)
RESULTAT GLOBAL		3.6	(13.9)
VENTILATION DU RESULTAT NET (en millions d'euros)	Note	du 1^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
- Résultat net part du Groupe		--	--
- Intérêts ne donnant pas le contrôle		1.0	1.2
RESULTAT NET		1.0	1.2
RESULTAT NET PAR ACTION (en Euros)	2.11.5	0.00	0.00
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en Euros)	2.11.5	0.00	0.00
VENTILATION DU RESULTAT GLOBAL (en millions d'euros)	Note	du 1^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
- Résultat global part du Groupe		2.6	(15.1)
- Intérêts ne donnant pas le contrôle		1.0	1.2
RESULTAT GLOBAL		3.6	(13.9)

2.2. BILAN CONSOLIDE - ACTIF

(en millions d'euros)	Note	30-06-2019	31-12-2019
Goodwill		1 674.8	1 729.0
Autres immobilisations incorporelles		263.5	250.3
Immobilisations corporelles		1 107.1	902.6
Droit d'utilisation		--	2 116.5
Participations dans les entreprises associées		0.3	0.3
Autres actifs financiers non courants		87.4	95.7
Impôts différés actifs		146.3	97.3
ACTIFS NON COURANTS		3 279.4	5 191.7
Stocks	2.12.3	98.9	99.2
Clients et autres créances d'exploitation	2.12.3	361.0	310.0
Autres actifs courants	2.12.3	231.9	347.2
Actif d'impôt		11.8	16.1
Actifs financiers courants	2.12.1	9.7	13.6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		368.5	226.3
Actifs détenus en vue de la vente		--	--
ACTIFS COURANTS		1 081.8	1 012.4
TOTAL ACTIFS		4 361.2	6 204.1

2.3. BILAN CONSOLIDE - PASSIF

(en millions d'euros)	Note	30-06-2019	31-12-2019
Capital social		82.7	82.7
Prime d'émission		611.2	611.2
Réserves consolidées		293.6	295.7
Résultat net part du groupe		8.2	--
Capitaux propres part du groupe		995.7	989.6
Participations ne donnant pas le contrôle		42.8	27.1
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 038.5	1 016.7
Emprunts et dettes financières	2.12.1	1 955.3	1 737.6
Dettes de location non courante		--	1 981.7
Prov. pour retraite et autres avantages au personnel	2.12.2	132.9	146.5
Provisions non courantes	2.12.2	128.3	174.1
Autres passifs non courants		32.4	31.0
Impôts différés passifs		112.6	52.2
PASSIFS NON COURANTS		2 361.5	4 123.1
Provisions courantes	2.12.2	36.5	65.7
Fournisseurs	2.12.3	266.2	294.7
Autres passifs courants	2.12.3	574.3	481.5
Passifs d'impôt		14.8	17.4
Dettes financières courantes	2.12.1	69.4	26.1
Dettes de location courante		--	178.9
Découvert bancaire	2.12.1	--	--
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	2.12.4	--	--
PASSIFS COURANTS		961.2	1 064.3
TOTAL PASSIFS		4 361.2	6 204.1

2.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	CAPITAL	PRIME	RESERVES	RESULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRES EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERETS MINORITAIRES	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 30 juin 2018		56.9	71.2	345.2	(10.4)	7.3	470.2	40.8	511.0
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)		--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres		--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter		--	--	7.3	--	(7.3)	--	--	--
Distribution de dividendes	TFT	--	--	--	--	--	--	(2.1)	(2.1)
Variation de périmètre		--	--	0.1	--	--	0.1	14.2	14.3
Résultat global de l'exercice		--	--	--	2.6	--	2.6	1.0	3.6
Capitaux propres au 31 décembre 2018		56.9	71.2	352.6	(7.8)	--	472.9	53.9	526.8
Capitaux propres au 30 juin 2019		82.7	611.2	352.5	(58.9)	8.2	995.7	42.8	1 038.5
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)		--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres		--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter		--	--	8.2	--	(8.2)	--	--	--
Distribution de dividendes	TFT	--	--	--	--	--	--	(1.5)	(1.5)
Variation de périmètre		--	--	9.0	--	--	9.0	(15.4)	(6.4)
Résultat global de l'exercice		--	--	--	(15.1)	--	(15.1)	1.2	(13.9)
Capitaux propres au 31 décembre 2019		82.7	611.2	369.7	(74.0)	--	989.6	27.1	1 016.7

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES ENREGISTRES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	30-06-2018	Produits et charges 2018/2019	30-06-2019	Produits et charges 2019/2020	31-12-2019
Ecart de conversion	(0.3)	8.0	7.7	(6.1)	1.6
Ecart actuariels relatifs aux engagements de retraite	(4.4)	(43.9)	(48.3)	(10.6)	(58.9)
Juste valeur des instruments financiers de couverture	(5.7)	(12.6)	(18.3)	1.6	(16.7)
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(10.4)	(48.5)	(58.9)	(15.1)	(74.0)

2.5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES ET DE FLUX DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	Note	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Résultat net de l'ensemble consolidé		1.0	1.2
Amortissements		74.2	178.8
Autres produits et charges non courants		14.0	4.9
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées		--	--
Autres produits et charges financiers		1.0	0.6
Intérêts financiers liés à la dette de location		--	35.7
Coût de l'endettement financier net		27.6	30.1
Impôt sur les résultats		5.3	21.6
Excédent Brut d'Exploitation		123.1	272.9
Eléments non cash dont dotations et reprises provisions (transactions sans effet de trésorerie)		0.1	(6.4)
Autres produits et charges non courants payés	2.11.1	(25.3)	(29.6)
Variation autres actifs et passifs non courants		(12.0)	(30.3)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net & impôts		85.9	206.6
Impôts sur les bénéfices payés		(11.0)	(23.0)
Variation du besoin en fonds de roulement	2.12.3	5.0	(9.7)
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE : (A)		79.9	173.9
Investissements corporels et incorporels		(86.3)	(99.9)
Désinvestissements corporels et incorporels		20.1	1.1
Acquisitions d'entités	2.8.2	(811.1)	(14.4)
Cessions d'entités	2.8.2	--	1.0
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	2.11.3	0.2	0.1
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)		(877.1)	(112.1)
Augmentation de capital et Prime d'émission : (a)		--	--
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées : (b)		(2.1)	(1.5)
Intérêts financiers versés : (c)	2.11.2	(27.9)	(30.5)
Produits financiers reçus : (d)	2.11.2	0.3	0.4
Intérêts financiers liés à la dette de location : (e)		--	(35.7)
Frais sur émission d'emprunt : (f)		(11.3)	--
Flux avant endettement : (g) = (A+B+a+b+c+d+e+f)		(838.2)	(5.5)
Augmentation des dettes financières : (h)		832.5	--
Remboursement des dettes financières : (i)		(28.8)	(51.7)
Diminution de la dette de location : (j)		--	(86.9)
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + d + e + f + h + i + j		762.7	(205.9)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)		(34.5)	(144.1)
Incidence des variations des cours de devises		1.1	1.9
Trésorerie à l'ouverture	B	308.0	368.5
Trésorerie à la clôture	B	274.6	226.3
Endettement net à l'ouverture	2.12.1	927.1	1 641.7
Flux avant variation de l'endettement : (d)		838.2	5.5
Capitalisation locations financières	2.12.1	22.2	--
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt	2.12.1	(9.2)	2.7
Biens destinés à la vente	2.12.4	--	--
Juste valeur des instruments financiers de couverture	2.12.1	(0.9)	(0.7)
Variation de périmètre et autres	2.8.2	475.1	(0.9)
Dette de location		--	2 033.8
Endettement net à la clôture	2.12.1	2 252.5	3 682.1

2.6. EVENEMENTS IMPORTANTS DU PREMIER SEMESTRE

Périmètre

Suite à l'acquisition de Capiro le 7 novembre 2018, l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition dans les comptes a été finalisée au cours du semestre. Au 31 décembre 2019, le goodwill relatif à l'acquisition Capiro s'élève à 950,0 millions d'euros (cf. paragraphe 2.8.1.2).

Le 1er décembre 2019, les activités de la clinique Jeanne d'Arc de Gien (Centre-Val de Loire) ont été transférées au Centre Hospitalier régional d'Orléans (CHRO). La provision constituée au 30 juin 2019 a été consommée pour tenir compte des événements de la période et s'élève à 0,9 million d'euros au 31 décembre 2019.

Litige Mermoz

Le Tribunal de grande instance de Lyon a rendu son jugement le 24 septembre 2019 par lequel les demanderesse, à savoir Compagnie Générale de Santé, la Sci de l'Europe, l'Hôpital Privé Jean Mermoz et le Centre d'Imagerie Mermoz, toutes filiales du Groupe, sont accueillies dans leurs demandes principales et se voient indemnisées pour un montant global hors intérêts de 66,5 millions d'euros, complété d'intérêts de retard pour 10,6 millions d'euros.

Par cette décision attendue, le groupe est ainsi reconnu dans ses demandes et le jugement est assorti de l'exécution provisoire sous une condition que les demanderesse vont mettre en œuvre avec leurs conseils. Dans le prolongement immédiat du jugement, plusieurs parties en cause ont interjeté appel de la décision. De fait, en l'état, le contentieux reste ouvert.

En conséquence, le groupe a reconnu un produit à recevoir pour un montant de 77,1 millions d'euros, y compris intérêts de retard, et en regard une provision de même montant pour refléter le risque relatif à l'appel formulé.

Restructuration

Le Groupe Ramsay Générale de Santé cherche à adapter en permanence son modèle d'organisation à son environnement économique et réglementaire dans l'objectif de conforter sa capacité d'investissement au service de la qualité et du service aux patients.

Dans cet objectif d'efficience, le Groupe a annoncé, le 13 octobre 2017, dans l'ensemble de ses établissements, un projet de création d'une plateforme de services partagés devant regrouper progressivement, jusqu'en 2021, les fonctions comptabilité / finance et RH de l'ensemble du Groupe.

Dans un souhait d'harmonisation du traitement de la situation des salariés dont le poste serait directement impacté par ce projet, la direction du Groupe a souhaité proposer un ensemble de mesures sociales qu'elle s'engagerait à mettre en œuvre dans l'ensemble des établissements du Groupe en France. Elle s'est ainsi rapprochée des organisations syndicales représentatives afin de négocier le contenu de ces mesures.

Ont été signés le 18 décembre 2017 un accord de méthode portant sur les modalités du dialogue social dans le cadre du projet et un accord portant sur les mesures sociales pour l'ensemble des salariés impactés par le projet.

Suite à l'expérience réussie des pilotes, les réunions « 0 » en vue des informations-consultations des autres pôles ont débuté entre le 18 juin et le 25 juin 2018 ; les notes économiques de chacune des sociétés ont été remises aux instances représentatives du personnel à cette occasion.

Les bascules ont été réalisées selon le calendrier initialement prévu :

- Novembre 2018 : pôle Dijon,
- Janvier 2019 : HP Est Lyonnais, Pôle IDF Est et pôle IDF Ouest,
- Mai 2019 : pôle Marseille et pôle IDF Sud,
- Octobre 2019 : pôle IDF Sud-Est et pôle IDF Nord.

Les notifications sont effectuées à partir du mois qui suit la bascule.

Cette provision fait l'objet d'une revue au mois le mois pour tenir compte :

- D'une part des coûts réellement engagés du fait des mutations, départs ou licenciements,
- D'autre part de l'évolution du statut de chaque personne concernée (par exemple lorsqu'un poste supprimé devient dans les faits une mutation ou un départ en avance de phase).

Le calcul s'appuie sur les dépenses réellement constatées en paie, et s'appuie sur les mêmes hypothèses que celles retenues pour le calcul des provisions à fin juin 2018.

La provision pour restructuration relative à la création d'une plateforme de services partagés devant regrouper progressivement les fonctions comptabilité/finance et RH de l'ensemble du Groupe s'élève au 31 décembre 2019 à 16,5 millions d'euros contre 23,1 millions d'euros au 30 juin 2019.

Incidence des changements de méthode comptable

La norme IFRS16 – Contrats de location a été appliquée au 1er juillet 2019.

L'impact total des changements dans les états financiers s'établit à :

- 1 990,4 millions d'euros sur le total du bilan ;
- Amélioration de l'EBE pour 99,2 millions d'euros ;
- Dégradation du résultat net pour 11,4 millions d'euros.

Le Groupe a opté pour la méthode rétrospective simplifiée à partir du 1er juillet 2019. Conformément aux dispositions transitoires prévues par IFRS16, la période comparative n'a pas été retraitée.

2.7. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.7.1. DECLARATION DE CONFORMITE ET BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés résumés au 31 décembre 2019 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice clos au 30 juin 2019 (Document d'enregistrement universel 2019). Ils sont présentés en millions d'euros.

En date du 20 février 2020, les comptes consolidés résumés y compris les notes aux états financiers ont été établis par la Direction Générale de Ramsay Santé et revus le 20 février 2020 par le comité d'Audit, puis examinés et arrêtés par le conseil d'Administration du 24 février 2020.

2.7.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'union européenne d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices à compter du 1er juillet 2019.

Pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 décembre 2019, le Groupe Ramsay Santé a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que dans ses états financiers de l'exercice clos le 30 juin 2019, ainsi que les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne, applicables au 1er juillet 2019 telles que définies dans le tableau ci-dessous :

- IFRS16 – Contrats de location : les impacts de ce texte sur les états financiers du Groupe sont décrits dans la note 2.7.1.2
- Interprétation IFRIC23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux, sans incidence sur les comptes.

L'interprétation IFRIC 23 a été approuvée par l'Union européenne le 23 octobre 2018 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'interprétation porte sur la détermination des éléments liés à l'impôt sur le résultat lorsqu'il y a une incertitude sur les traitements retenus par une entité en la matière, au regard des dispositions fiscales applicables. Cette interprétation est sans impact sur le Groupe.

Norme	Date d'adoption UE	Traitement Prospectif / Rétrospectif	Incidences
Amendements IAS40 Transferts d'immeubles de placement	01 janvier 2018	Prospectif	Sans incidence sur les comptes
Amendements IFRS2 Clarification de différents plans fondés sur des actions	01 janvier 2018	Au cas par cas selon les dispositions	Sans incidence sur les comptes
Amendements IFRS4 Contrats d'assurance	01 janvier 2018	Au cas par cas selon les dispositions	Sans incidence sur les comptes
IFRS9 Instruments financiers	01 janvier 2018	Au cas par cas selon les dispositions	Sans incidence sur les comptes
IFRS15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients	01 janvier 2018	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRS1 Suppression des exemptions à court terme pour les nouveaux adoptants	01 janvier 2018		Sans incidence sur les comptes
IAS28 Evaluation de chaque participation, prise isolément, dans des entités émettrices à la juste valeur par le biais du résultat net	01 janvier 2018	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRIC22 Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée	01 janvier 2018	Au choix	Sans incidence sur les comptes

Au 31 décembre 2019, le Groupe applique la norme IFRS9 sur les instruments de couverture et les règles de dépréciation des créances.

2.7.1.2. Impacts de la mise en œuvre de la norme IFRS16

L'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16, Contrats de location. Cette norme conduit les entreprises louant des actifs significatifs dans le cadre de leur activité à reconnaître un actif et une dette financière correspondant à l'engagement de location. Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

Le Groupe Ramsay Santé applique la nouvelle norme sur les contrats de location IFRS 16 pour son exercice ouvert le 1er juillet 2019.

Le Groupe a décidé de retenir l'approche rétrospective simplifiée en comptabilisant les effets cumulatifs de la norme IFRS 16 à la date de première application, sans retraitement des périodes comparatives.

Les actifs loués par le Groupe consistent, principalement, en murs d'hôpitaux et cliniques, de centres de soins et de bureaux. Pour ces actifs, le bilan sera ajusté afin de reconnaître un droit d'usage amortissable ainsi que la dette de loyer afférente. Cette dette sera évaluée sur base de la valeur nette actualisée des loyers futurs en intégrant les options de renouvellement dès lors que le Groupe considérerait leur exercice comme raisonnablement certain.

Les contrats exclus du retraitement sont :

- Les contrats de faible valeur unitaire (inférieure à 50K€),
- Les contrats dont la durée de vie est inférieure à un an,
- Les coûts directement liés à la conclusion du contrat de location.

Les taux utilisés au 1^{er} juillet 2019 sont des taux d'emprunt marginaux calculés sur les durations de chaque contrat de location (durée moyenne pondérée par les flux de loyers). Ces taux ont été calculés par pays à partir d'une courbe de taux sans risque et d'un spread (spread unique pour toutes les filiales d'un même pays).

La quote-part de provisions pour contrats déficitaires correspondant aux locations prises en compte dans l'application de la norme IFRS16 (ie hors TVA, taxes locales, taxes foncières et autres) ont été enregistrées en diminution du droit d'utilisation. Le retournement de ces anciennes provisions ainsi reclassées sont traitées comme une diminution de l'amortissement du droit d'utilisation.

Les tableaux ci-dessous résument l'effet de l'application de la norme IFRS16 sur le bilan d'ouverture des états financiers consolidés au 1^{er} juillet 2019.

BILAN CONSOLIDE - ACTIF (en millions d'euros)	30-06-2019	Flux de 1 ^{ère} application IFRS16		01-07-2019
		Location simples	Locations financement	
Goodwill	1 674.8	--	--	1 674.8
Autres immobilisations incorporelles	263.5	--	(3.4)	260.1
Immobilisations corporelles	1 107.1	--	(195.3)	911.8
Droit d'utilisation	--	1 991.2	198.7	2 190.0
Participations dans les entreprises associées	0.3	--	--	0.3
Autres actifs financiers non courants	87.4	--	--	87.4
Impôts différés actifs	146.3	--	--	146.3
ACTIFS NON COURANTS	3 279.4	1 991.2	--	5 270.6
Stocks	98.9	--	--	98.9
Clients et autres créances d'exploitation	361.0	--	--	361.0
Autres actifs courants	231.9	--	--	231.9
Actif d'impôt	11.8	--	--	11.8
Actifs financiers courants	9.7	(0.9)	--	8.8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	368.5	--	--	368.5
Actifs détenus en vue de la vente	--	--	--	--
ACTIFS COURANTS	1 081.8	(0.9)		1 080.9
TOTAL ACTIFS	4 361.2	1 990.4		6 351.6

BILAN CONSOLIDE - PASSIF (en millions d'euros)	30-06-2019	Flux de 1 ^{ère} application IFRS16		01-07-2019
		Location simples	Locations financement	
Capital social	82.7	--	--	82.7
Prime d'émission	611.2	--	--	611.2
Réserves consolidées	293.6	--	--	293.6
Résultat net part du groupe	8.2	--	--	8.2
Capitaux propres part du groupe	995.7	--	--	995.7
Participations ne donnant pas le contrôle	42.8	--	--	42.8
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 038.5	--	--	1 038.5
Emprunts et dettes financières	1 955.3	--	(131.4)	1 823.9
Dettes de location non courante	--	1 856.9	131.4	1 988.3
Prov. pour retraite et autres avantages au personnel	132.9	--	--	132.9
Provisions non courantes	128.3	--	--	128.3
Autres passifs non courants	32.4	--	--	32.4
Impôts différés passifs	112.6	--	--	112.6
PASSIFS NON COURANTS	2 361.5	1 856.9	--	4 218.4
Provisions courantes	36.5	--	--	36.5
Fournisseurs	266.2	--	--	266.2
Autres passifs courants	574.3	--	--	574.3
Passifs d'impôt	14.8	--	--	14.8
Dettes financières courantes	69.4	--	(34.4)	35.0
Dettes de location courante	--	133.5	34.4	167.9
Découvert bancaire	--	--	--	--
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	--	--	--	--
PASSIFS COURANTS	961.2	133.5	--	1 094.7
TOTAL PASSIFS	4 361.2	1 990.4	--	6 351.6

A la date de transition, les contrats de location précédemment qualifiés de contrats de location-financement selon IAS17, sont repris aussi bien pour leur droit d'utilisation que pour l'engagement locatif, pour leur valeur comptable immédiatement avant la date de première application. Ces contrats représentent 198,7 millions de droits d'utilisation et 165,8 millions de passif de location-financement.

Au 1^{er} juillet 2019, les droits d'utilisation de l'actif se rapportent aux catégories d'actif suivantes :

(en millions d'euros)	Au 1 ^{er} juillet 2019
Logiciels.....	3
Terrains.....	23
Constructions Gros œuvre.....	2 066
Installations techniques d'exploitation.....	73
Agencement – Aménagement de matériel mobilier.....	25
TOTAL	2 190

Dans le compte de résultat, la charge de loyer correspondante est remplacée par une charge d'intérêts et d'amortissement linéaire. L'impact du changement de norme dans le compte de résultat au 31 décembre 2019 est le suivant :

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE DU 1 ^{er} JUILLET 2019 AU 31 DECEMBRE 2019			
(en millions d'euros)	IAS17	Effet IFRS16	IFRS16
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 934.5	--	1 934.5
Frais de personnel et participation des salariés.....	(969.5)	--	(969.5)
Achats consommés.....	(368.2)	--	(368.2)
Autres charges et produits opérationnels.....	(223.5)	(1.5)	(225.0)
Impôts et taxes.....	(55.0)	--	(55.0)
Loyers.....	(144.6)	100.7	(43.9)
Excédent brut d'exploitation	173.7	99.2	272.9
Amortissements.....	(97.8)	(81.0)	(178.8)
Résultat opérationnel courant	75.9	18.2	94.1
Coûts des restructurations.....	(6.2)	--	(6.2)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier.....	1.3	--	1.3
Pertes de valeur des goodwill.....	--	--	--
Autres produits & charges non courants.....	(4.9)	--	(4.9)
Résultat opérationnel	71.0	18.2	89.2
Coût de l'endettement brut.....	(32.6)	2.1	(30.5)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.....	0.4	--	0.4
Coût de l'endettement financier net.....	(32.2)	2.1	(30.1)
Intérêts financiers liés à la dette de location.....	--	(35.7)	(35.7)
Autres produits financiers.....	3.0	--	3.0
Autres charges financières.....	(3.6)	--	(3.6)
Autres produits & charges financiers.....	(0.6)	--	(0.6)
Impôt sur les résultats.....	(25.6)	4.0	(21.6)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées.....	--	--	--
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	12.6	(11.4)	1.2

Le solde du montant restant en loyers s'explique comme suit :

(en millions d'euros)	Au 1 ^{er} juillet 2019
TVA sur contrats.....	12.7
Autres taxes.....	9.4
Faibles montants.....	18.8
Contrats inférieurs à un an.....	3.1
TOTAL	43.9

Conformément au contrat de dettes, les passifs relatifs aux contrats de location qui sont comptabilisés en application de la norme IFRS16 ne sont pas pris en compte pour le calcul des covenants.

Réconciliation entre les engagements hors bilan au 30 juin 2019 et les engagements locatifs IFRS16 au 1^{er} juillet 2019 :

(en millions d'euros)	
Engagements de location simple en tant que preneur au 30 juin 2019 ..	1 003,7
Diminués de l'effet de l'actualisation	(54.3) ^(a)
Diminués des contrats non comptabilisés en application des exemptions IFRS16 (contrats de faible valeur et durée inférieure à un an)	(18.1)
Augmentés des différences dans les durées retenues liées aux options de résiliation et de prolongation dont l'exercice est raisonnablement certain	1 059.9
Engagements de locations simples actualisés au titre d'IFRS16 au 1^{er} juillet 2019	1 991,2
Locations financement.....	198.7
Engagements locatifs actualisés au titre d'IFRS16 au 1^{er} juillet 2019.....	2 189,9

(a) Les 54,3 millions d'euros sont l'effet net du changement de taux des loyers déjà actualisés dans le calcul des loyers futurs au 30 juin 2019 et de l'effet de première actualisation des contrats non actualisés dans le calcul des loyers futurs au 30 juin 2019.

L'IFRIC a publié en décembre 2019, sa décision finale concernant la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements inamovibles.

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences de cette décision sur les hypothèses actuelles retenues sur les baux commerciaux 3/6/9 et sur les contrats en tacite reconduction et à durée indéterminée en vue d'une application de cette décision dès que possible.

Dans les comptes présentés, le groupe a retenu une approche consistant, pour les contrats longs à intégrer les options de renouvellement dès lors que le Groupe considère leurs exercices comme raisonnablement certains, et pour les contrats 3/6/9 à ne prendre en compte que les termes du contrat entre les bailleurs et les locataires.

Cette décision pourrait avoir pour conséquences de revoir la durée de certains contrats de location, et ainsi modifier le montant de la dette de location et du droit d'utilisation associé. Elle pourrait, également, avoir un impact sur les durées d'amortissement retenues pour les agencements relatifs à ces locations et l'horizon de provisionnement des coûts de remise en état.

A ce stade, le Groupe n'est pas en mesure d'évaluer l'impact de cette décision sur les comptes présentés.

2.7.1.3. Normes, amendements et interprétations non encore applicables

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} juillet 2019.

2.7.2. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Au 31 décembre 2019, outre l'application des nouvelles normes, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables.

2.7.3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES APPLIQUEES PAR LE GROUPE DANS LE CADRE DES ARRETES INTERMEDIAIRES

2.7.3.1. Evaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt, le taux d'impôt effectif de l'ensemble du Groupe estimé pour la période (y compris fiscalité différée). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

2.7.3.2. Engagements de retraite

Compte tenu de la forte variation des taux d'actualisation au 31 décembre 2019, l'écart actuariel relatif au retraite a été mis à jour sur la base des sensibilités fournies dans les rapports d'actuaire au 30 juin 2019 pour les engagements en France et en Suède.

La charge de retraite du semestre est égale à la moitié de la charge nette calculée au titre de l'exercice clos au 30 juin 2019, complétée de la variation de l'écart actuarielle sur la période.

Seules les sociétés dont la clôture des comptes sociaux est au 31 décembre 2019 ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle.

2.7.3.3. Instruments financiers dérivés « actifs et passifs »

Pour couvrir son exposition au risque de marché « taux », le Groupe utilise des instruments dérivés, qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie (swaps de taux d'intérêts payeurs de taux fixes).

L'instrument de couverture est comptabilisé au bilan pour sa valeur de marché. La partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée en capitaux propres, tandis que la part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat financier.

2.7.3.4. Test de dépréciation des goodwill

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié depuis le 30 juin 2019. Aussi, conformément aux dispositions de la norme IAS36, aucun test de dépréciation des goodwill n'a été conduit au 31 décembre 2019.

2.7.4. SAISONNALITE

Le chiffre d'affaires du Groupe et son résultat connaissent une légère saisonnalité du volume des traitements réalisés au cours d'une année. Historiquement, le Groupe a en effet constaté que les patients n'entreprennent, en général, pas de soin non urgent pendant les périodes des vacances, aux mois août et décembre. Le chiffre d'affaires du Groupe est donc moins important pendant ces deux mois. Inversement, le volume de la consommation des services hospitaliers (et donc le chiffre d'affaires et le résultat net du Groupe) est particulièrement élevé en septembre et janvier (périodes de rentrées scolaires).

2.8. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.8.1. PRINCIPALES VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le nombre d'entités consolidées dans le périmètre de consolidation a évolué comme suit :

Méthode de Consolidation	30-06-2019	Acquisitions Créations	Changement de Méthode	Cessions / Fusions / Liquidations	31-12-2019
Globale.....	370	7	--	--	377
Mise en équivalence	2	--	--	--	2
TOTAL	372	7	--	--	379

2.8.1.1. Acquisitions / créations

Le Groupe a créé et acquis au cours du premier semestre 2019-2020, les entités suivantes :

- SAS Imagerie Blomet (création de la société le 20 juin 2019) ;
- SCI Pen An Dalar (création de la société le 30 août 2019) ;
- SCI Saint-Michel (création de la société le 30 septembre 2019) ;
- SCI de Fontainieu (création de la société le 30 septembre 2019) ;
- SCI La Rochelle (création de la société le 25 octobre 2019) ;
- SCI du Plateau Val Notre Dame (création de la société le 29 novembre 2019) ;
- SCI Saint-Victor Immobilier (acquis le 30 décembre 2019).

L'impact des acquisitions sur le bilan consolidé est le suivant :

Bilan (en millions d'euros)	Valeur Comptable
Actif incorporel.....	--
Actif corporel.....	4.7
Autres actifs financiers non courants	--
Impôts différés actifs	--
Total actif non courant.....	4.7
Créances, stocks et autres actifs courants	--
Actifs financiers courants hors trésorerie	--
Trésorerie	--
Total Actif Courant.....	--
Dettes financières.....	0.9
Provisions et autres passifs non courants	--
Impôts différés passif	--
Total Passif non Courant.....	0.9
Dettes financières et dérivés courants	--
Autres passifs courants	--
Total Passif Courant	--
Goodwill.....	3.5

2.8.1.2. Description détaillée de l'acquisition Capio

Le 8 novembre 2018, à l'issue de la clôture de la période d'acceptation de son offre publique d'acquisition sur les actions de Capio, Ramsay Santé a annoncé avoir acquis, le 7 novembre 2018, 98,51% du capital de Capio, un des leaders européens de la fourniture de services de soins et de santé, permettant au Groupe de se positionner comme l'un des leaders pan-européens de l'hospitalisation privée et des soins primaires, présent dans six pays avec un rôle prééminent dans les pays scandinaves, notamment en Suède, ainsi qu'en France.

L'offre publique d'acquisition de Ramsay Santé portait sur la totalité des actions de Capio au prix de 58 couronnes suédoises par action. Le prix de l'acquisition de Capio s'est ainsi élevé à 779,7 millions d'euros (juste valeur des 139 050 816 titres de Capio au cours de 58 SEK par action convertis au cours de couverture de 10,3437 SEK/EUR).

2.8.1.2.1. Description de l'opération

Fondée en 1994 et basée à Göteborg, en Suède, Capio est un leader pan-européen de la fourniture de services de soins et de santé, cotée jusqu'au 28 novembre 2018 sur le Nasdaq Stockholm de la Bourse de Stockholm. Capio est présent en Suède, en Norvège, au Danemark, en France et en Allemagne à travers un vaste réseau de près de 200 établissements (136 au 30 juin 2019) comprenant des hôpitaux, des cliniques spécialisées et des centres de soins primaires. Grâce à une large gamme de services de soins et de santé proposés, couvrant les domaines à la fois médicaux, chirurgicaux et psychiatriques, Capio propose des soins à tous les niveaux du parcours de soins.

Lors de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les 13.314 employés (effectif moyen à temps plein) de Capio ont fourni des services de soins et de santé à 5,1 millions patients, générant un chiffre d'affaires net de 15.327 millions de couronnes suédoises (environ 1.592 millions d'euros sur la base d'un taux de change moyen EUR / SEK de 9,63 sur l'année 2017) (Source : Capio).

Il résulte de cette acquisition la création d'un nouvel ensemble unique, avec de nombreux points forts spécifiques et attractifs, qui offrent de nouvelles perspectives de croissance :

- un leadership européen et une volonté de fournir des services de soins et de santé de qualité ;
- un portefeuille d'activités équilibré grâce à une diversification géographique et l'accès à une base de patients élargie ;
- une pénétration de marchés attractifs et une présence dans des marchés de taille significative avec d'importants leviers de croissance ; et
- un modèle de soins innovant marqué par une expertise de premier niveau en termes de spécialisation des soins et du déploiement d'une médecine moderne dans l'intérêt des patients et de la collectivité, ainsi qu'une expertise et une connaissance approfondies dans la digitalisation appliquée à la santé.

2.8.1.2.2. Bilan d'ouverture Capio

Le bilan d'ouverture définitif de Capio est présenté ci-dessous. Le goodwill s'élève à 950,0 millions d'euros en augmentation de 49,0 millions d'euros par rapport au goodwill provisoire calculé au 30 juin 2019.

Bilan Ouverture Capio (en millions d'euros)	Valeur Comptable
Actif incorporel.....	244.4
Actif corporel.....	201.3
Autres actifs financiers non courants.....	16.9
Impôts différés actifs.....	93.9
Total actif non courant.....	556.4
Créances, stocks et autres actifs courants.....	267.4
Actifs financiers courants hors trésorerie.....	6.0
Trésorerie.....	6.4
Total Actif Courant.....	279.8
Dettes financières.....	318.8
Provisions et autres passifs non courants.....	55.7
Impôts différés passif.....	57.5
Total Passif non Courant.....	432.0
Dettes financières et dérivés courants.....	149.1
Autres passifs courants.....	473.0
Total Passif Courant.....	622.1
Goodwill.....	950.0

2.8.1.2.3. Identification et évaluation des actifs identifiables et passifs repris

L'évaluation des actifs acquis et passifs repris a été réalisée par le management avec le support d'un expert indépendant.

Actifs incorporels

Les marques Capio et Volvat ont été évaluées sur la base de la méthode des redevances. Ces marques ont une durée de vie indéfinie.

La juste valeur des contrats publics de santé et des listes de patients en Suède sont évalués à leur juste valeur au regard des termes des contrats. Ces actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilisation (de 4 à 15 ans).

Le montant total des actifs incorporels acquis s'élève à 244,4 millions d'euros.

Actifs corporels

Certains actifs d'exploitation ont fait l'objet d'une réévaluation à la baisse.

Provisions

Certains contrats défavorables ou à perte ont fait l'objet d'une constatation de provision pour un montant total de 91,4 millions d'euros.

Impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs ont été calculés sur la base des différences temporelles entre les valeurs comptables IFRS après allocation du prix d'acquisition et les valeurs fiscales des actifs acquis et des passifs repris.

2.8.1.2.4. Ecart d'acquisition

Le goodwill résiduel non affecté s'élève à 950 millions d'euros.

Il sera alloué par unité génératrice de trésorerie d'ici au 30 juin 2020.

2.8.1.2.5. Prix d'acquisition et financement de l'acquisition

Le prix d'acquisition de 100% des titres Capiro s'élève à 791,5 millions d'euros, soit 779,7 millions d'euros à l'issue de l'offre publique d'achats, puis 11,8 millions d'euros pour l'acquisition des 2 108 845 actions résiduelles au cours de 10,5170).

Ramsay Santé a sécurisé le financement de l'acquisition de Capiro (i) grâce à l'émission d'obligations subordonnées souscrites par ses deux actionnaires majoritaires, Ramsay Health Care (UK) et Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole (« Predica »), à hauteur de 550 millions d'euros, et (ii) par la mise en place d'un prêt à terme d'un montant pouvant aller jusqu'à 750 millions d'euros, dont les prêteurs initiaux sont Crédit Agricole Corporate & Investment Bank et Société Générale, et qui prend la forme d'une ligne de crédit additionnelle (l'« Incremental Facility ») mise en place dans le cadre du Contrat de Crédits 2014, tel qu'amendé.

Ces financements ont été dimensionnés pour couvrir le prix d'acquisition de 100 % des actions à acquérir dans le cadre de l'Offre et du retrait obligatoire initié ultérieurement, et le refinancement de la dette de Capiro, dont le montant au 31 décembre 2018 s'élevait à hauteur de 465,4 millions d'euros, et les coûts d'opération associés pour un total de 16,3 millions d'euros.

Les agences de notation du Groupe, prenant en considération les incidences de l'acquisition de Capiro ainsi que sa logique stratégique ont confirmé leur notation du Groupe fin novembre 2018 (Standard & Poor's : BB- ; Moody's : Ba3).

Conformément à leurs engagements de souscription, les deux actionnaires majoritaires de Ramsay Santé, Ramsay Health Care (UK) et Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole (« Predica »), ont souscrit à l'augmentation de capital intégralement par voie de compensation de créances avec les créances certaines, liquides et exigibles qu'ils détenaient sur la société au titre des obligations subordonnées ayant servi à financer l'acquisition de Capiro, à hauteur respectivement de 318,1 millions d'euros et 239,9 millions d'euros.

2.8.1.2.6. Ajustement du prix d'acquisition

Ramsay Santé a initié une procédure de retrait obligatoire à l'égard des actions qu'elle ne détenait pas à l'issue de l'offre et des obligations convertibles émises par Capiro au profit de ses salariés le 30 avril 2016, conformément au Swedish Companies Act (Sw. aktiebolagslagen (2005:551)). Dans le cadre de cette procédure de retrait obligatoire, Capiro a initié la procédure de radiation des actions Capiro du Nasdaq Stockholm qui est intervenue le 28 novembre 2018.

Ramsay Santé a obtenu, le 29 mai 2019, le transfert anticipé de toutes les actions résiduelles de Capiro et contrôle aujourd'hui 100% des titres de Capiro. Le prix définitif des actions transférées dans le cadre du retrait obligatoire sera déterminé dans le cadre de cette procédure.

Dès le 31 décembre 2018, la méthode complète (présentation avec 100% des titres acquis) a été retenue.

2.8.2. IMPACT DES CHANGEMENTS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Flux de trésorerie (en millions d'euros)		Impact des entrantes	Impact des sortantes
Prix d'acquisition des entités.....(A)		14.4	
Dont décaissé.....(B)		(14.4)	
Dette contractée.....(C) = (A) + (B)		--	
Trésorerie acquise.....(D)		--	
Auto-contrôle.....(E)		--	
Effet entrées de périmètre.....(F) = (D) + (E) + (B)	TFT	(14.4)	
Dettes financières nettes des entrantes hors trésorerie.....(G)		0.9	
Effet entrées de périmètre net sur l'endettement financier (H) = (G) - (F)		15.4	
Prix de cession des entités.....(a)			1.0
Dont encaissé.....(b)			1.0
Créance enregistrée.....(c) = (a) - (b)			--
Trésorerie sortie.....(d)			--
Reclassement comptes courants et prêts.....(e)			--
Effet sorties de périmètre.....(f) = (e) + (b) - (d)	TFT		1.0
Dettes financières nettes des sortantes hors trésorerie.....(g)			--
Effet sorties de périmètre net sur l'endettement financier(h) = (g) - (f)			(1.0)
Effets de périmètres.....(G) + (g)			0.9
Compte à terme Fiducie.....			2.6
Divers.....			(4.4)
EFFET DE PERIMETRE ET DIVERS.....	TFT		(0.9)

2.9. SECTEURS OPERATIONNELS

Au 31 décembre 2019, l'activité du Groupe s'articule autour de 13 secteurs opérationnels.

- Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bourgogne-Franche Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Nord-Pas de Calais-Picardie, Normandie, Provence Alpes Côte d'Azur, Ile de France, Auvergne-Rhône Alpes, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées, Italie, Capiro et Siège.

Le Conseil d'Administration évalue la performance de ces secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires à leur développement en fonction de certains indicateurs de performance opérationnels (EBE, ROC) et flux de trésorerie opérationnels (BFR, Capex).

Le Groupe Ramsay Santé présente les informations relatives à six zones géographiques (France, Italie, Suède, Norvège, Danemark, Allemagne).

2.10. COMPTES DE RESULTAT ET BILANS CONSOLIDES OPERATIONNELS

2.10.1. COMPARATIF 31 DECEMBRE 2019 / 30 JUIN 2019 / 31 DECEMBRE 2018 – DONNEES COMPARABLES

Nous vous prions de bien vouloir noter que, compte tenu de l'acquisition récente de « Capiro » une colonne dédiée est présentée ci-dessous. L'UGT « Capiro » sera allouée par Unité Génératrice de Trésorerie d'ici au 30 juin 2020.

Compte de résultat consolidé - du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais-Picardie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions ⁽¹⁾	Autres activités ⁽²⁾	Italie	Capiro	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers.....	453.5	190.9	187.0	79.1	53.3	149.7	4.0	11.2	805.8	1 934.5
CHIFFRE D'AFFAIRES	453.5	190.9	187.0	79.1	53.3	149.7	4.0	11.2	805.8	1 934.5
Charges d'exploitation hors amortissements	(390.5)	(169.5)	(158.0)	(71.3)	(47.5)	(90.9)	(5.6)	(10.6)	(717.7)	1 661.6
Excédent Brut d'Exploitation	63.0	21.4	29.0	7.8	5.8	58.8	(1.6)	0.6	88.1	272.9
Amortissements.....	(47.4)	(15.5)	(17.8)	(8.4)	(4.1)	(18.5)	0.2	(0.4)	(66.9)	(178.8)
Résultat opérationnel courant	15.6	5.9	11.2	(0.6)	1.7	40.3	(1.4)	0.2	21.2	94.1
Coûts des restructurations	(1.0)	(0.1)	(0.9)	(0.9)	(0.3)	(1.3)	0.3	--	(2.0)	(6.2)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	--	--	--	1.0	--	0.1	0.5	--	(0.3)	1.3
Pertes de valeur des goodwill	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Autres produits & charges non courants	(1.0)	(0.1)	(0.9)	0.1	(0.3)	(1.2)	0.8	--	(2.3)	(4.9)
Résultat opérationnel	14.6	5.8	10.3	(0.5)	1.4	39.1	(0.6)	0.2	18.9	89.2
Coût de l'endettement financier brut (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(30.5)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué) ..	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.4
Coût de l'endettement financier net.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(30.1)
Intérêts financiers liés à la dette de location.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(35.7)
Autres produits financiers (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	3.0
Autres charges financières (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(3.6)
Autres produits et charges financiers.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(0.6)
Impôts sur les Résultats (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(21.6)
RESULTAT NET	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.2
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
<i>Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.2

(1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2019, 7,7% du Chiffre d'affaires, 42,8% du ROC du Groupe.

(2) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Bilan consolidé au 31 décembre 2019											
(en millions d'euros)		Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais-Picardie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions ⁽⁶⁾	Autres activités ⁽⁷⁾	Italie	CAPIO	TOTAL
Actifs nets opérationnels.....	(1)	832.4	167.3	246.5	60.1	30.8	173.8	22.4	10.5	1 317.0	2 860.8
Actifs d'impôts différés		10.3	6.4	8.4	3.1	3.2	27.8	1.5	--	36.6	97.3
Droit d'utilisations		530.5	296.0	245.2	112.0	75.9	267.7	--	--	589.2	2 116.5
Actifs non alloués	(2)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	335.9
Passifs sectoriels	(3)	41.0	30.7	24.1	15.0	10.8	111.9	24.3	2.3	157.2	417.3
Passifs d'impôts différés		30.4	6.9	8.4	2.6	2.0	4.7	0.1	--	(2.9)	52.2
Dette de location		516.1	281.2	247.0	113.2	73.7	271.7	--	--	657.6	2 160.6
Passifs non alloués	(4)										1 763.7
Investissements Industriels nets.....	(5)	(32.3)	(3.9)	(4.7)	(16.6)	(1.4)	(18.7)	0.3	(0.3)	(21.2)	(98.8)

(1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.

(2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

(3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.

(4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.

(5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

(6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2019, 6,1% des Actifs nets opérationnels du Groupe.

(7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Compte de résultat consolidé - du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais- Picardie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions ⁽¹⁾	Autres activités ⁽²⁾	Italie	Capio	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers.....	446.2	180.7	180.3	75.7	52.1	142.6	4.2	11.1	247.2	1 340.1
CHIFFRE D'AFFAIRES	446.2	180.7	180.3	75.7	52.1	142.6	4.2	11.1	247.2	1 340.1
Charges d'exploitation hors amortissements	(413.6)	(169.4)	(164.2)	(74.1)	(50.4)	(92.9)	(6.0)	(9.9)	(236.5)	1 217.0
Excédent Brut d'Exploitation	32.6	11.3	16.1	1.6	1.7	49.7	(1.8)	1.2	10.7	123.1
Amortissements.....	(28.8)	(8.4)	(9.4)	(5.7)	(2.9)	(9.1)	--	(0.4)	(9.5)	(74.2)
Résultat opérationnel courant	3.8	2.9	6.7	(4.1)	(1.2)	40.6	(1.8)	0.8	1.2	48.9
Coûts des restructurations	(0.6)	(0.1)	(0.6)	(1.6)	(0.9)	(15.1)	(0.1)	--	(0.7)	(19.7)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	(0.3)	--	2.0	--	0.6	(0.5)	3.9	--	--	5.7
Pertes de valeur des goodwill	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Autres produits & charges non courants	(0.9)	(0.1)	1.4	(1.6)	(0.3)	(15.6)	3.8	--	(0.7)	(14.0)
Résultat opérationnel	2.9	2.8	8.1	(5.7)	(1.4)	23.5	3.4	0.8	0.5	34.9
Coût de l'endettement financier brut (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(27.9)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.3
Coût de l'endettement financier net.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(27.6)
Autres produits financiers (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.4
Autres charges financières (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(2.4)
Autres produits et charges financiers.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(1.0)
Impôts sur les Résultats (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(5.3)
RESULTAT NET	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.0
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.0
<i>Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1.0

(1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc– Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2018, 10,6% du Chiffre d'affaires, 83,0% du ROC du Groupe.

(2) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Bilan consolidé au 30 juin 2019											
(en millions d'euros)		Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais- Picardie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions ⁽⁶⁾	Autres activités ⁽⁷⁾	Italie	CAPIO	TOTAL
Actifs nets opérationnels.....	(1)	866.6	243.0	261.9	61.2	68.2	92.4	4.3	11.6	1 284.5	2 893.7
Actifs d'impôts différés		9.4	5.9	7.7	2.9	3.1	30.0	5.0	--	82.3	146.3
Actifs non alloués	(2)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	465.9
Passifs sectoriels	(3)	47.3	23.9	23.6	15.5	10.9	53.3	20.3	1.6	133.7	330.1
Passifs d'impôts différés		30.5	5.2	8.3	2.6	1.7	7.6	0.1	--	56.6	112.6
Passifs non alloués	(4)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2 024.5
Investissements Industriels nets.....	(5)	(53.7)	(13.5)	(15.9)	(21.4)	(2.3)	(25.1)	7.5	(0.8)	(31.5)	(156.7)

(1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.

(2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

(3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.

(4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.

(5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liées aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

(6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc– Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 30 Juin 2019, 3,2% des Actifs nets opérationnels du Groupe.

(7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

2.10.2. INFORMATIONS RELATIVES AUX ZONES GEOGRAPHIQUES

Chiffre d'Affaires (en millions d'euros)	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	%	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019	%
France	1 167.2	87.1%	1 383.9	71.5%
Italie	11.1	0.8%	11.2	0.6%
Suède	124.5	9.3%	420.1	21.7%
Norvège.....	11.0	0.8%	38.2	2.0%
Danemark.....	7.7	0.6%	23.9	1.2%
Allemagne	18.6	1.4%	57.2	3.0%
TOTAL	1 340.1	100%	1 934.5	100%

2.10.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX PRINCIPAUX CLIENTS

Le chiffre d'affaires de Ramsay Santé en France résulte essentiellement de la prise en charge par la Sécurité sociale et par des assurances privées complémentaires, sur la base des tarifs fixés chaque année par les pouvoirs publics, des soins et services fournis par le Groupe et dans une moindre mesure par le paiement par les patients ou par des assurances privées complémentaires des services connexes aux soins tels que principalement le séjour en chambre individuelle ou la location de télévisions. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux, administratifs et locations fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité sociale, des compagnies d'assurances et des patients.

Les prestations réalisées en Suède sont principalement financées par la dépense publique, l'essentiel du reste à charge du patient étant alors constitué des médicaments. Les assurances santé complémentaires restent très peu répandues. Les établissements de santé en Suède sont rémunérés selon leur profil : à l'acte ou selon un système de dotation globale ou selon une approche par capitation.

Les soins de santé fournis par Capio Norvège sont principalement financés par le secteur privé, via des compagnies d'assurance, des entreprises ou des patients individuels.

Au Danemark, les soins médicaux sont financés presque entièrement par des compagnies d'assurance privées, des associations et des patients finançant eux-mêmes leurs soins.

Les revenus du groupe Capio en Scandinavie relèvent ainsi de deux catégories : les honoraires, lorsque le prix est fixé en fonction du traitement fourni ; les forfaits, pour lesquels un montant est fixé pour chaque patient affilié à un centre de soins primaires, indépendamment des traitements demandés et fournis.

Au 31 décembre 2019, les produits d'activités de soins facturés à la sécurité sociale représentent 90,2% du chiffre d'affaires du Groupe, les recettes hôtelières, prises en charge par les assurances privées complémentaires et les patients, représentent 4,9% du chiffre d'affaires du Groupe. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe (environ 4,9% au 31 décembre 2019) provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux ou administratifs fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité sociale, des compagnies d'assurances et des patients.

2.11. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

2.11.1. AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Charges de restructurations nettes.....		(25.3)	(29.2)
Charges de restructurations cash.....		(25.3)	(29.2)
Variations des provisions.....		5.8	23.9
Pertes de valeurs des immobilisations corporelles et incorporelles.....		0.8	(0.6)
Autres charges / produits.....		--	(0.3)
Total Coûts de Restructurations nets		(18.7)	(6.2)
Autres plus ou moins-values sur ventes immobilières.....		(1.8)	
Plus-value immobilier « SCI Saint-Pôl ».....		--	
Plus-value cession titres « Val de Lys » (passage ME -> IG).....		2.0	
Plus-value cession « immeubles Dijonnais ».....		4.6	
Plus-value cession Jeanne d'Arc.....			0.5
Plus-value cession fonds de commerce Rosemond.....		--	1.0
Autres plus ou moins-values sur cessions de sociétés.....		--	(0.2)
Total Résultat de la gestion du patrimoine immob. et financier		4.7	1.3
Pertes de valeurs des goodwill.....		--	--
TOTAL	CR	(14.0)	(4.9)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (autres produits & charges non courants payés)	TFT	(25.3)	(29.6)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (cessions d'entités)	TFT	0.0	1.0

Les coûts de restructurations s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Notes	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Impacts des regroupements.....		(0.5)	(0.1)
Transfert des activités de la clinique Jeanne d'Arc.....		--	--
Frais d'acquisition.....		--	(1.2)
Restructuration et autres coûts.....		(18.2)	(4.9)
Total Coûts de Restructurations nets		(18.7)	(6.2)

2.11.2. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Produits d'intérêt générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.....		0.3	0.4
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie.....		---	---
Résultat des couvertures de taux et de change sur trésorerie		---	---
Sous-Total produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	CR	0.3	0.4
Intérêts sur dettes bancaires et sur autres dettes financières		(23.9)	(28.0)
Intérêts sur biens immobiliers financés en location financement.....		(1.4)	---
Intérêts sur biens mobiliers financés en location financement		(0.3)	---
Charges sur couvertures de taux d'intérêts.....		(2.3)	(2.5)
Sous-Total coût de l'endettement financier brut	CR	(27.9)	(30.5)
TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	CR/TFT	(27.6)	(30.1)

Le taux d'intérêt sur l'endettement financier brut moyen souscrit auprès des institutions financières ressort à environ 3,27% au 31 décembre 2019

Au 31 décembre 2019, le Groupe n'a plus de covenant de maintenance.

2.11.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Dividendes	TFT	0.2	0.1
Coûts d'emprunt immobilisés		--	---
Variation de juste valeur des instruments financiers.....		--	2.6
Autres produits financiers.....		1.2	0.3
Sous-Total autres produits financiers.....	CR	1.4	3.0
Frais d'émission de la nouvelle dette		(2.1)	(2.7)
Coûts de l'actualisation.....		(0.3)	(0.8)
Autres charges financières		--	(0.1)
Sous-Total autres charges financières.....	CR	(2.4)	(3.6)
Total Autres Produits & Charges Financiers	CR	(1.0)	(0.6)

2.11.4. IMPOT SUR LES RESULTATS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Charges d'impôts exigibles de période (au taux estimé).....		(1.0)	(6.3)
CVAE.....		(11.3)	(13.7)
Ajustement au titre de l'impôt exigible des périodes antérieures		1.5	0.6
Crédits d'impôts.....		--	--
Utilisation des déficits reportables		--	--
Impôts courants		(10.8)	(19.4)
Impôts différés.....		5.5	(2.2)
Impôts sur les résultats	CR	(5.3)	(21.6)

2.11.5. RESULTAT NET PAR ACTION

	du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 déc. 2018	du 1 ^{er} juillet 2019 au 31 déc. 2019
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	0.0	0.0
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice (y compris actions auto-détenues)	75 957 095	110 389 690
Nombre d'actions auto-détenues	25 301	25 301
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice.....	75 931 794	110 364 389
Résultat net non dilué par actions (en euros)	0.00	0.00
Effet dilutif plan de souscription	---	---
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice prenant en compte l'effet dilutif....	75 931 794	110 364 389
Résultat net dilué par actions (en euros)	0.00	0.00

2.12. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

2.12.1. ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	Note	30-06-2019	31-12-2019		
		TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Dette sénior		1 599.8	1 550.0	9.8	1 559.8
Dette capex		40.0	40.0	---	40.0
TRFA – Total dette sénior		1 639.8	1 590.0	9.8	1 599.8
Obligations subordonnées		---	--	--	--
Autres emprunts		191.0	162.2	18.4	180.6
Emprunts en location financement		214.2	--	--	--
- dont : - locations financements sur biens immobiliers		115.1	--	--	--
- locations financements sur biens mobiliers		99.1	--	--	--
Dette de location non courante		--	1 981.7	--	1 981.7
Dette de location courante		--	--	178.9	178.9
Frais d'émission nouvelle dette		(22.1)	(14.6)	(4.8)	(19.4)
Passifs financiers liés aux actifs détenus en vue de la vente		---	---	---	---
Dettes financières long terme		2 022.9	3 719.3	202.3	3 921.6
Passifs financiers liés aux actifs détenus en vue de la vente		---	--	--	---
Comptes courants financiers passifs		1.8	--	2.7	2.7
Découverts bancaires		---	--	--	---
DETTES FINANCIERES BRUTES (I)		2 024.7	3 719.3	205.0	3 924.3
Juste valeur des Instruments financiers de couverture		16.4	15.7	--	15.7
Juste valeur des instruments financiers de couverture (II)		16.4	15.7	--	15.7 ⁽¹⁾
Comptes courants financiers actifs		(2.8)	--	(6.7)	(6.7)
Trésorerie		(368.5)	--	(226.3)	(226.3)
Autres actifs financiers		(27.8)	(17.7)	(6.9)	(24.6)
Autocontrôle Ramsay Santé (V.M.P.)		(0.3)	(0.3)	--	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS (III)		(399.4)	(18.0)	(239.9)	(257.9)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (I) + (II) +(III)	TFT	1 641.7	3 717.0	(34.9)	3 682.1
BOUCLAGE BILAN :					
Emprunts et dettes financières	(a)	1 955.3	--	--	1 737.6
Dette de location non courante	(b)	--	--	--	1 981.7
Dettes financières courantes	(d)	69.4	--	--	26.1
Dette de location courante	(c)	--	--	--	178.9
Découvert bancaire	(e)	--	--	--	--
Passifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente		--	--	--	--
- dont : passifs financiers liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente	(f)	--	--	--	--
DETTES FINANCIERES BRUTES A = (a) + (b) + (c) + (d) + (e) + (f)		2 024.7	--	--	3 924.3
Autres passifs non courants	(g)	22.1	--	--	20.2
Impôts différés	(h)	(5.7)	--	--	(4.5)
Autres passifs non courants nets (juste valeur des instruments financiers)	B = (g) + (h)	16.4	--	--	15.7
Autres actifs non courants (juste valeur des instruments financiers)	(i)	--	--	--	--
INSTRUMENTS FINANCIERS C = (B) – (i)		16.4	--	--	15.7 ⁽¹⁾
Actifs financiers courants	(j)	(9.7)	--	--	(13.6)
Actifs financiers non courants	(k)	(20.9)	--	--	(17.7)
Trésorerie	(l)	(368.5)	--	--	(226.3)
Actifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente	(m)	--	--	--	--
Autocontrôle Ramsay Santé (V.M.P.)	(n)	(0.3)	--	--	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS D = (j) + (k) + (l) + (m) + (n)		(399.4)	--	--	(257.9)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A + C + D)	TFT	1 641.7	--	--	3 682.1

⁽¹⁾ Juste valeur des instruments financiers de couverture (+20,2 millions d'euros diminués de l'impôt -4,5 millions d'euros)

2.12.2. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Au cours de la période les provisions figurant au passif ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	NOTE	30-06-2019	Dot	Rep. Avec Contre-partie	Rep. sans Contre-partie	Aut. Mvts ⁽¹⁾	31-12-2019
Prov. pour retraite et autres avantages au personnel							
Prov. pour ind. de fin de carrière		132.7	3.8	(4.9)	--	14.7	146.3
Prov. pour autres avantages au personnel		0.2	--	--	--	--	0.2
Total	B	132.9	3.8	(4.9)	--	14.7	146.5
Provisions non courantes							
Provisions pour litiges		11.5	1.8	(0.3)	(0.4)	1.3	13.9
Provisions pour restructurations		59.0	83.6	(30.1)	--	14.3	126.8
Autres prov pour risques et charges		57.8	--	--	--	(24.4)	33.4
Total	B	128.3	85.4	(30.4)	(0.4)	(8.8)	174.1
Provisions courantes							
Provisions pour impôts & taxes		4.0	--	--	--	--	4.0
Autres prov. pour risques et charges		32.5	40.9	(8.2)	(0.9)	(2.6)	61.7
Total	B	36.5	40.9	(8.2)	(0.9)	(2.6)	65.7
PROV. COURANTES & NON COURANTES		164.8	126.3	(38.6)	(1.3)	(11.4)	239.8
TOTAL PROVISIONS		297.7	130.1	(43.5)	(1.3)	3.3	386.3

⁽¹⁾ y compris effets de périmètre

2.12.3. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE

(en millions d'euros)	30-06-2019	VARIATIONS liées à l'activité	créances & det. s/immob.	autres variations ⁽¹⁾	31-12-2019
Stocks ⁽²⁾	98.9	5.0	--	(4.4)	99.5
Dépréciations	--	(0.1)	--	(0.2)	(0.3)
Stocks nets	98.9	4.9	--	(4.6)	99.2
Clients et autres créances d'exploitation	372.3	(48.4)	--	3.7	327.6
Dépréciations	(11.3)	0.6	--	(6.9)	(17.6)
Clients et autres créances d'exploitation nets	361.0	(47.8)	--	(3.2)	310.0
Autres actifs courants	254.5	28.9	0.6	90.1	374.1
Dépréciations	(22.7)	0.9	--	(5.1)	(26.9)
Autres actifs courants nets	231.8	29.8	0.6	85.0	347.2
- dont créances sur immobilisations	7.1	--	0.6	--	7.7
Total stocks et créances d'exploitation (I)	691.7	(13.1)	0.6	77.2	756.4
Dettes fournisseurs	266.1	(1.1)	--	29.7	294.7
Autres passifs courants	574.3	(21.7)	(10.2)	(60.9)	481.5
- dont dettes sur immobilisations	25.4	--	1.9	--	27.3
Total fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)	840.4	(22.8)	(10.2)	(31.2)	776.2
Actifs détenus en vue de la vente (III)	--	--	--	--	--
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT (I) – (II) + (III)	(148.8)	9.7	10.8	108.4	(19.9)
Impact Tableau des Flux de Trésorerie (II) – (I)		(9.7)	(10.8)		

(1) La colonne « autres variations » est composée essentiellement des variations de périmètre de l'exercice

(2) Le stock est constitué principalement de petit matériel médical et de produits pharmaceutiques

Les créances et dettes d'exploitation ont un cycle inférieur à 12 mois.

Le poste « clients et autres créances d'exploitation » s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30-06-2019	31-12-2019
Clients patients	19.8	22.5
Clients régime obligatoire (caisses)	105.7	91.9
Clients régime complémentaire (Mutuelles + Assurances)	47.3	49.7
Clients douteux ou litigieux	3.6	3.4
Clients factures à établir	143.6	114.5
Clients en cours	40.4	30.0
Clients ventes de biens ou prestations de services	10.4	12.2
Autres	1.5	3.4
TOTAL	372.3	327.6

Le délai des règlements des Clients et Fournisseurs s'analyse comme suit :

Délai règlements (en jours)	30-06-2019	31-12-2019
Clients.....	26.7	26.3
Fournisseurs.....	62.6	67.0

2.13. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Au premier semestre 2019 il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 30 juin 2019 (voir note 6.13 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2019).

2.14. LITIGES, FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

2.14.1. CONTENTIEUX RELATIF A L'HOPITAL PRIVE JEAN MERMOZ

2.14.1.1. Historique du contentieux et jugement du 24 septembre 2019

Un contentieux important comportant deux volets judiciaires (construction et exploitation) est né dans le prolongement de l'interruption de la construction de l'Hôpital Privé Jean Mermoz à Lyon en 2002 après le dépôt de bilan de l'entreprise de gros œuvre en charge des travaux et la constatation subséquente de malfaçons. L'Hôpital Privé Jean Mermoz, après reconstruction, a ouvert en juillet 2008 et poursuit son exploitation sans incident depuis.

Le Tribunal de grande instance de Lyon a rendu son jugement le 24 septembre 2019 par lequel les demanderesses, à savoir, la Sci de l'Europe, l'Hôpital Privé Jean Mermoz, le Centre d'Imagerie Mermoz et la société Iridis Lyon, toutes filiales du Groupe, sont accueillies dans leurs demandes principales et se voient indemnisées pour un montant global hors intérêts de 66,5 millions d'euros, se rajoutant à l'indemnité de 18,5 millions d'euros déjà perçue en cours de procédure dans le cadre du protocole d'accord conclu le 4 juillet 2017 avec AXA assureur D.O. Le montant des intérêts de retard s'élève à 10,6 millions d'euros.

Par cette décision attendue, le groupe est ainsi reconnu dans ses demandes et le jugement est assorti de l'exécution provisoire.

Au titre de cette exécution provisoire, et compte tenu des plafonds des compagnies d'assurance des sociétés reconnues responsables, une somme globale de 12 558 423,78 euros a déjà été recouvrée, et une somme globale complémentaire de 17 367 775,49 euros doit encore l'être prochainement

Il s'agit là d'une décision de première instance, et il convient d'attendre l'issue de la procédure devant la Cour d'Appel pour connaître le montant définitif des sommes qui seront allouées et le montant de celles qui pourront encore le cas échéant être récupérées.

2.14.1.2. Appel

En effet, dans le prolongement immédiat du jugement, plusieurs parties à la cause ont interjeté appel de la décision. De fait, en l'état, le contentieux reste ouvert et une décision ne peut raisonnablement être attendue avant le second semestre 2021.

Sur le plan comptable, la provision constatée au 30 juin 2019 a été maintenue dans les comptes au 31 décembre 2019, soit un montant total de 16,7 millions d'euros représentant 42% du montant engagé par le Groupe au titre des coûts relatifs à l'immeuble démolé et au litige.

Un produit à recevoir a été constaté pour l'intégralité des sommes jugées, intérêts de retard inclus, et une provision pour risques de même montant a été constatée pour refléter le risque relatif aux appels formulés, pour un montant total de 77,4 millions d'euros.

2.14.2. FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Au premier semestre de l'exercice clos au 30 juin 2020, à la connaissance de la société et du Groupe, aucun nouveau facteur de risque ou nouveau litige pris individuellement ou dans leur globalité pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société et du Groupe n'a été recensé depuis la publication du Document d'enregistrement universel de Ramsay Santé le 31 octobre 2019.

2.15. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun.